

RÉSUMÉ

Le nombre de nouveaux cas de COVID-19 à l'échelle mondiale est aujourd'hui le plus élevé depuis le début de la pandémie, il y a plus d'un an. Il est urgent d'agir pour enrayer la hausse des pertes humaines et des difficultés économiques causées par la pandémie qui accentue des reprises déjà divergentes. Il est possible de mettre fin à la pandémie, mais il est nécessaire à cet effet de renforcer la coordination de l'action à l'échelle mondiale.

De nombreuses organisations et initiatives mènent l'effort dans la lutte contre la pandémie, y compris le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT), la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, la Fondation Gates, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), le Fonds mondial, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation mondiale du commerce. La proposition qui figure dans le présent document s'appuie sur ces efforts importants et cherche à les compléter.

Il est bien entendu qu'il faut mettre fin à la crise sanitaire pour arrêter durablement la crise économique. La politique pandémique fait donc partie de la politique économique. Pour la stabilité macroéconomique et financière mondiale, il est crucial de mettre fin à la crise sanitaire : c'est donc une question fondamentale pour le FMI et les autres institutions économiques.

En conséquence, le présent document analyse plusieurs dimensions de la lutte contre la pandémie, avec notamment une projection des taux de vaccination aux niveaux mondial et national dans divers scénarios. Les projections font état de perspectives sanitaires très inégales jusqu'à la fin de 2022, ce qui présente des risques considérables pour le monde. Comme l'ont noté à maintes reprises des responsables de la santé publique, « la pandémie n'est terminée nulle part tant qu'elle n'est pas terminée partout ».

Nous proposons des mesures pragmatiques qui, prises au niveau national et multilatéral, permettront de surmonter rapidement la crise sanitaire mondiale. L'objectif consiste à (1) vacciner au moins 40 % de la population dans tous les pays d'ici la fin de 2021 et au moins 60 % d'ici la fin du premier semestre de 2022, (2) tout en surveillant et en s'assurant contre les risques de dégradation, et (3) en garantissant un dépistage et un traçage généralisés, en maintenant des stocks adéquats de traitements et en appliquant des mesures de santé publique là où la couverture vaccinale est faible.

Sur la base du budget de l'Accélérateur ACT, nous estimons le coût de cette proposition à environ 50 milliards de dollars, un montant peu élevé par rapport aux avantages potentiels d'une fin plus rapide de la pandémie, estimés à environ 9 000 milliards de dollars. Par ailleurs, les pays avancés devraient recouvrer 1 000 milliards de dollars de recettes fiscales supplémentaires : le financement de cette proposition pourrait donc être l'investissement public au rendement le plus élevé de l'histoire.

Étant donné que l'élimination rapide de la pandémie constitue un bien public mondial, il y a d'excellentes raisons que cette proposition soit financée à hauteur de 35 milliards de dollars au moins, sur un coût total de 50 milliards de dollars, par des dons d'organismes publics, privés et multilatéraux, le reste étant financé par des pays, peut-être avec l'appui de financements concessionnels de la part d'organismes multilatéraux.

Le déficit de financement sous la forme de dons qui est établi par l'Accélérateur ACT avoisine 22 milliards de dollars : les pays du G20 et d'autres pays reconnaissent qu'il est important de s'y

attaquer. En outre, des mécanismes de financement COVID-19 créés par des banques multilatérales de développement mettent à disposition environ 15 milliards de dollars. Il reste donc environ 13 milliards de dollars de dons supplémentaires à obtenir pour atteindre les 50 milliards de dollars qui permettraient de financer notre proposition. Ce montant supplémentaire servirait principalement à porter à 30 % la couverture du mécanisme COVAX, à fournir des tests COVID-19 supplémentaires et à accroître la capacité de production à risque afin de s'assurer contre des risques de dégradation.

Il est à noter que la proposition exige non pas des engagements, mais des financements *d'entrée*, des dons de vaccins *d'entrée* et des investissements *à risque* pour le monde. Il est essentiel que tous les financements nécessaires soient disponibles immédiatement. Les principales mesures qui sont proposées (voir le tableau ci-dessous) sont les suivantes :

Atteindre les objectifs de vaccination

1. *Fournir d'entrée des dons supplémentaires au mécanisme COVAX à hauteur d'au moins 4 milliards de dollars* pour accroître de 20 à 30 % l'objectif de couverture vaccinale pour 91 pays à revenu faible ou intermédiaire : cela les aidera à boucler leurs commandes et à activer leurs capacités de vaccination inutilisées.
2. *Garantir la libre circulation internationale des matières premières et des vaccins finis* : ces restrictions mettent en péril l'accès aux vaccins pour des milliards de personnes dans les pays en développement.
3. *Faire don des doses de vaccins excédentaires* : nous prévoyons qu'au moins 500 millions de séries vaccinales (l'équivalent d'environ 1 milliard de doses) peuvent être données en 2021, même si les pays donnent la priorité à leur propre population. Les dons, y compris pour les coûts de livraison, doivent s'effectuer par le mécanisme COVAX afin que les vaccins soient partagés de manière équitable et sur la base des principes de santé publique.

S'assurer contre les risques de détérioration

4. *Effectuer des investissements à risque* pour diversifier et accroître la capacité de production de vaccins de 1 milliard de doses au début de 2022 afin de contrer les risques de détérioration, liés notamment à de nouveaux variants qui exigent des piqûres de rappel. [8 milliards de dollars]
5. *Renforcer la surveillance génomique et la surveillance systémique de la chaîne d'approvisionnement* en mettant en place des plans d'urgence concrets pour faire face à des scénarios de mutation ou à des chocs sur la chaîne d'approvisionnement. Cela devrait se faire avec la participation d'organismes multilatéraux, d'entreprises qui mettent au point et produisent les vaccins, ainsi que des gouvernements des grands pays. [3 milliards de dollars]

Gérer la période intermédiaire, avec une offre de vaccins restreinte

6. *Assurer un dépistage généralisé, un approvisionnement suffisant en traitements et des mesures adéquates de santé publique, et se préparer au déploiement des vaccins.* [30 milliards de dollars]
7. *Évaluer et mettre en œuvre d'urgence (en cas d'approbation) des stratégies d'étalement des doses afin d'accroître l'offre effective.* [2 milliards de dollars]

Les mesures nécessaires supplémentaires représentent 3 milliards de dollars. Selon nos projections, les mesures 1–3 pourraient être suffisantes pour atteindre l’objectif de vaccination de 40 % de la population d’ici la fin de 2021 et l’objectif de 60 % d’ici la fin du premier semestre de 2022, si aucun risque ne se matérialisait. Par ailleurs, il est nécessaire de prendre les mesures 4–7 pour s’assurer contre les risques et atténuer les conséquences sanitaires de la pandémie pendant la période intermédiaire. Presque tous les financements pour les mesures 4, 5 et 7, ainsi que la majeure partie du financement pour la mesure 6 devraient prendre la forme de dons aux différentes branches de l’Accélérateur ACT.

La présente analyse a bénéficié largement des travaux des organisations susmentionnées et de la participation d’experts dans plusieurs domaines. La proposition met l’accent sur ce qu’il est nécessaire de faire pour maîtriser la pandémie actuelle. Elle complète les travaux du groupe indépendant de haut niveau du G20 et du groupe du G7 pour un partenariat de préparation à la pandémie, ainsi que le rapport du groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie, qui porte principalement sur la lutte contre de futures pandémies. Nous notons aussi qu’une analyse de ce type est sujette à une forte incertitude, étant donné le contexte changeant des vaccins et du virus. Cela dit, nous espérons que la présente proposition contribue à l’effort que la communauté internationale consent aujourd’hui pour s’attaquer au problème sanitaire et économique majeur de notre époque.

Faute d’une action urgente, bon nombre de pays émergents et de pays en développement devront peut-être attendre jusqu’à la fin de 2022, ou plus tard, pour maîtriser la pandémie. Ce sera trop tard non seulement pour ces pays, mais aussi pour le monde entier. Nous sommes tous concernés.

Principaux éléments de la proposition relative à la pandémie de COVID-19

Acteurs	Mesures	2021			2022			Besoins de financement pour les pays à revenu faible ou intermédiaire et biens publics mondiaux (en Mrd dollars)			
		T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Total (A + B)	Dont subventions (A)	Dont financements concessionnels (B)
Autorités nationales	Continuer de faire respecter la distanciation physique, le port du masque et les autres mesures de santé publique ; encourager le recours rapide aux tests, aux traitements et à l'équipement de protection personnelle (EPP)								4	2	2
	Acheter des fournitures adéquates en matière de tests, traitements et EPP ; accroître les capacités hospitalières pour les patients atteints de la COVID-19								20	15	5
	Préparer l'intensification des livraisons et des prises vaccinales (y compris concernant les questions de conservation et de transport, préparer les systèmes pour les vaccins priorités, lutter contre la désinformation sur les réseaux sociaux, et gérer l'autorisation d'utilisation d'urgence)								6	2	4
	Continuer d'assurer la surveillance génomique des variants du SRAS-CoV-2 et investir en la matière								3	2	1
États disposant de capacités de production	Faciliter les licences volontaires et les transferts de technologies entre pays dans le but de créer des capacités de production régionales dans le monde entier								1	—	1
	Assurer la surveillance des risques systémiques liés aux chaînes d'approvisionnement pour garantir la disponibilité des matières premières et des fournitures essentielles (en collaboration avec les organismes multilatéraux, les autres pays et les fabricants de vaccins)								< 1	—	< 1
	Établir des plans d'urgence et les mettre à jour régulièrement pour assurer le transfert des capacités de production entre les vaccins candidats si des risques se matérialisent										
Développeurs de vaccins / Autorités de réglementation	Mener des essais pour évaluer l'efficacité contre de nouvelles souches, éventuellement avec le financement des donateurs								2	1	1
	Développer des rappels ou des vaccins polyvalents pour protéger contre de nouveaux variants éventuels (si nécessaire)										
	Évaluer d'urgence et, après autorisation, mettre en oeuvre des stratégies d'étalement des doses, éventuellement avec le financement de donateurs										
Organismes multilatéraux	Accroître le recours aux mécanismes de financement existants en cas de pandémie ; convertir les engagements de subventions en contributions initiales en espèces								< 1	< 1	—
	Assurer la surveillance mondiale des risques systémiques des chaînes d'approvisionnement dans la production vaccinale ; établir des plans d'urgence basés sur la planification de scénarios										
	Veiller à ce que la vaccination des pays à revenu faible ou intermédiaire ne soit pas sacrifiée à cause des nouveaux besoins des pays à revenu élevé (par exemple, en matière de doses de rappel, de vaccination des jeunes, etc.)										
G-20 / pays donateurs	Accorder des subventions initiales en espèces à hauteur de 4 milliards de dollars au mécanisme COVAX, ainsi que des subventions supplémentaires et des financements concessionnels pour l'achat de vaccins, selon les besoins								6	5	1
	Faire des investissements à risque pour accroître les capacités de production des vaccins afin de faire face aux risques de ralentissement et/ou aux besoins à long terme des pays à revenu faible ou intermédiaire								8	8	—
	Faire des dons d'au moins 500 millions de séries (ou l'équivalent de 1 milliard de doses) de vaccins excédentaires en 2021*								—	—	—
	S'engager à continuer d'assurer la libre exportation des fournitures vaccinales et des produits finaux								—	—	—
Total des besoins									≈ 50	≈ 35	≈ 15
Mécanismes de prêt inutilisés et engagements de donateurs à l'étude*										22	15
Besoins supplémentaires										13	—

Note : Pour un trimestre donné, les cellules sont d'autant plus sombres que la mesure est importante. Notre exercice de budgétisation attribue un coût supplémentaire nul aux dons en nature de vaccins excédentaires, étant donné qu'il s'agit largement d'un coût irrécupérable, mais il y a toutefois des arguments qui justifient de considérer les dons au dispositif COVAX-AMC en tant qu'aide publique au développement (APD). Le financement inutilisé des facilités de prêt repose sur les facilités de prêt de riposte pandémique de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement. Le déficit de financement des dons identifié par le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (ACT), et que le G20 reconnaît être important de combler, s'élève à environ 22 milliards de dollars. Voir l'annexe VI pour plus de détails.